L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 3 SEPTEMBRE 1846.

IMPRIME ET PUBLIE PAR

MAGNE & WEISSE.

No. 31 rue de Chartres.

CONDITIONS DE L'ABEILLE

Journal quotidien, une année d'avance..... $12

Le même, pour six mois, deux fois par semaine..... $ 5

Le même, pour trois mois, sans garantie..... $ 3

Les souscriptions pour moins de trois mois ne seront reçues que sous la condition expresse d'un paiement préalable.

ANNONCES. Une piastre par chaque ligne, pour chaque insertion, pour la première insertion, et cinquante centins par chaque insertion subséquente. Aucun avis ne sera inséré pour moins d'une piastre, pour chaque insertion.

Les ANNONCES qui ne doivent paraître que par intervalles, ainsi que celles qui ne paraîtront pas la durée de l'engagement, pendant un mois, et devront être payées d'après cette disposition.

Les ANNONCES qui ne paraîtront pas la durée de l'engagement, pendant un mois, et devront être payées d'après cette disposition.

Les gens de couleur ne sont admis aux avis et limité aux annonces qui ne sont pas de la ligne de leurs affaires ordinaires.

OFFICIEL.

Il est par le présent donné qu'un contrat a été passé entre [illegible] et MM. Magne & Weisse, propriétaires de la Gazette l'Abeille, pour la publication [illegible] pendant l'année 1846, de tous les avis [illegible] Acte du 16 mars 1843, au prix de UNE PIASTRE par chaque insertion, par chaque publication et [illegible] de ligne.

Nouvelle-Orléans, 21 décembre 1845.

Wm. DE BUYS, Trésorier de l'Etat
ROBT. C. NICHOLAS, Sec. d'Etat

POUR LES ATTAKAPAS.—Le [illegible] capitaine DE WATSON, ayant [illegible] partie pour ses voyages. [illegible] et partira régulièrement [illegible] tous les mercredis à midi. [illegible] commandé, [illegible] Pour le fret ou les passages [illegible] JOHN HALL, 1 Front Levee.

POUR LA BALIZE, Fort Jackson [illegible] intermédiaires.—Le paquet [illegible] devant suivre [illegible] partira demain [illegible] WAVE [illegible] demain [illegible] de la Bauze tous [illegible]

POUR LES ATTAKAPAS.—Le [illegible] capitaine J. VARQUE & Co. [illegible] Levee.

POUR LA BOURBIERE, [illegible] capitaine ST. JEAN [illegible] Bourbière. Le [illegible] partira sous peu [illegible] ou pour le fret ou [illegible] A. BARCLAY & Co.

PAQUEBOT POUR LE BAYOU NANCHEZ. Le [illegible] capitaine CLINTON [illegible] Nouvelle [illegible] A. M. [illegible] J. W. STANTON & Co.

POUR CHARLESTON ET SAVANNAH. Le [illegible] HENRY WARREN, capitaine [illegible] partira sous peu [illegible] ou pour le fret ou [illegible] J. H. WOOD, 80 Magazine.

POUR NEW-YORK. Le bateau [illegible] capitaine SENSIBLE, partira [illegible] Pour le fret ou passage, s'adresser à JAMES E. WOODRUFF, 60, Camp.

POUR NEW-YORK. Le bateau [illegible] capitaine [illegible] partira [illegible] Pour le fret ou passage, s'adresser à L. HUGALE, 93 Commune.

POUR NEW-YORK. Le bateau [illegible] capitaine [illegible] partira [illegible] Pour le fret ou passage, s'adresser à L. HUGALE, 93 Commune.

POUR MARSEILLES.—Le navire [illegible] grande partie [illegible] partira [illegible] Pour le fret ou passage, s'adresser à AUG. MOLIER, 30 rue St Louis.

Durant mon absence temporaire de cette ville, M. HENRY BLOOD sera notre seul agent autorisé et fondé de pouvoirs. Toute autre procuration est par le présent annulée. PROST & Co. 23 juil

ASSOCIE DEMANDE par un encaisseur, dans A. le but d'augmenter les affaires d'une branche lucrative. Tout homme respectable, pouvant un petit capital, pourra devenir associé spécial ou général. S'adresser par lettre A. S. au No. 118, rue de Chartres, au magasin de W. J. JARVIS. 24 août—6

E. BOURNON, Chirurgien Dentiste, rue [illegible] Conti, No. 95. Tient son cabinet ouvert de dix matin jusqu'aux heures du soir. 17 mars

WILLIAM DAVIDSON & Co., agens exportation et négociants-commissionnaires, No. 81, rue du Canal, Nouvelle Orléans. 18 nov

SEL des Iles Turques, à vendre par WYLIE & EGANA, [illegible]

NOUVELLE-ORLEANS:

JEUDI MATIN, 3 SEPTEMBRE 1846.

CIRCULAIRES DE LA TRESORERIE.—M. Walker est fort occupé dans ce moment à donner aux collecteurs de douane, ainsi qu'aux officiers de la nouvelle sous-trésorerie les instructions nécessaires pour mettre à exécution les diverses lois financières adoptées à la dernière session du Congrès. Ce qui l'occupe principalement, ce sont les mandats de la trésorerie qui ne doivent pas circuler, bien qu'ils aient toute l'apparence et toutes les conditions voulues d'un papier de circulation. A propos de ces mandats, il établit une série de réglements auxquels on devra strictement se conformer. Les mandats doivent être faits à ordre et non au porteur; ils ne sont transmissibles que par endos spécial; ils doivent être présentés au lieu fixé pour le paiement dans un délai qui varie suivant la distance: 20 jours de date pour moins de 50 milles; 40 jours pour 50 à 100 milles; 60 jours pour 100 à 200 milles; 80 jours pour 200 à 400 milles; et 90 jours pour toute distance plus grande. Tout mandat non présenté dans le délai prescrit devra être retourné à la trésorerie. Les seuls échanges de fonds qui pourront avoir lieu, seront des échanges contre espèces métalliques. Les paiements aux créanciers du gouvernement ne pourront dans aucun cas être faits en mandats de la trésorerie. Toutes les primes perçues par les agents devront être portées au compte des Etats-Unis. Tout mandat qui aura été payé, devra être immédiatement cancellé. A ces réglements, M. Walker ajoute des recommandations dictées sur les précautions à prendre pour renvoyer les mandats à la trésorerie.

Le but sur les entrepots a nécessité aussi des instructions détaillées de la part du secrétaire de la trésorerie. Les seules importations qui puissent réclamer le bénéfice de l'acte de 1846, sont celles qui seront faites après l'adoption de cet acte. Toutes les autres doivent payer suivant le tarif de 1842. Le secrétaire aussi indique avec détail le mode à employer pour obtenir l'entrée et la sortie des marchandises, les garanties que doivent fournir ceux qui usent de l'avantage des magasins d'entrepôts, etc.

BOURSE TRESOR.—Quelques-uns des bons du Trésor de la nouvelle émission ont paru sur notre marché monétaire; et par une cause que nous ne nous expliquons point, ils ne se prennent point au pair, mais à quatre ou cinq pour cent d'escompte.

On nous a appris hier, que le collecteur de la Douane a refusé de les recevoir même comme dépôt, avant nouvel avis. Cela pourrait expliquer leur dépréciation. Nous ne comprenons pas du reste comment expliquer le refus du collecteur.

REVUE COMMERCIALE.—Ainsi que l'Editeur s'y était engagé, il a fait paraître une double livraison de la *Revue Commerciale du Sud et de l'Ouest*, et elle remplit littéralement toutes ses promesses. D'excellents articles sur des sujets variés lui donnent un prix extrême; pour être juste il faudrait citer le titre de presque tous. "Législation, Science, Art et Agriculture en Amérique" par l'Editeur; "Esprit commercial du Sud" par J. Gardsden de Charleston, "Souvenirs de l'Ouest" de M. Maunsel White, &c. Pour notre part, nous avons lu avec un plaisir toujours croissant, la suite des Etudes de J. R. Poinsett sur le Mexique. Nous recommandons avec une confiance toujours croissante, la "Revue Commerciale" à nos lecteurs.

FRANCE.

BANQUET DE LIZIEUX.

M. Guizot est depuis de Lizieux; les électeurs de cette ville lui ont, le 26 juillet, offert un grand banquet auquel assistaient près de 600 convives; le ministre leur a adressé un discours de remercîment, et ce discours est un des événements de la politique française. Aujourd'hui que c'est aussi l'un des plus beaux et des plus dignes que l'on ait prononcer en pareille circonstance. Après avoir témoigné sa reconnaissance aux Electeurs qui depuis seize ans lui [illegible] fidèles, le ministre rappelle ce que la politique conservatrice a fait pour le pays. La révolution de 1830 avait mis en mouvement toutes les passions; la [illegible] d'ordre, de conservation, de liberté légale a [illegible] apparaître et les discipliner, grâce aux institutions constitutionnelles.

Si le pouvoir, ou l'Orateur, avait été seul, réduit à lui-même, s'il n'avait pas été constamment soutenu, [illegible] par l'énergique concours des libertés publiques, le coup sur le mouvement révolutionnaire [illegible] en 1830 eût prévalu; le torrent eut surmonté [illegible] le pays eut été égare, emporté.

"Oui, nous pouvons porter confiance à nos institutions, car nous leur devons de la reconnaissance; elles [illegible] la force de la politique conservatrice; elles [illegible] donné la victoire. (Bravos.)

Aussi devons-nous être et soumes-nous un gouvernement de liberté, un gouvernement libéral. J'insiste sur ces deux mots, messieurs. La France sent [illegible] ce gouvernement est bien le sien, c'est-à-dire qu'il accepte franchement, pertinemment les institutions et les libertés qui sont la garantie de notre société actuelle et de ses conquêtes.

"Messieurs, c'est là ce que nous soutenons.

"Accepter franchement les libertés nationales, ce n'est pas en parler sans cesse; c'est les pratiquer, c'est-à-dire les respecter dans les autres et en user [illegible] soi-même.

Et plus loin, pour répondre à l'un des reproches que on a le plus souvent adressé à l'administration dont [illegible] partie, il ajoute:

La révolution française, dans sa première période, [illegible] entièrement pour la conquête de l'égalité, de l'égalité d'abord bien mal comprise, aujourd'hui raccourcie à ce qu'elle a de juste et de social. Plus tard, [illegible] a lutté pour la conquête de l'indépendance et de la gloire nationale. Sous la restauration, nous [illegible] lutte pour la conquête des libertés constitutionnelles, de leurs maximes, de leurs garanties. Aujourd'hui, depuis 1830, tous ces biens, l'égalité, la liberté [illegible] nationale, l'indépendance nationale, nous en avons [illegible] ils sont à nous; nous les pratiquons. Nous [illegible] nous sommes plus un pays occupé à en poursuivre la [illegible] douteuse et contestée; nous sommes un pays qui les possède, qui les pratique, qui les exploite. La France est décidément un pays libre, et son gouvernement est un gouvernement libre. (Longue adhésion.)

"C'est dire aussi que nous sommes un gouvernement de progrès. Un parle d'esprit stationnaire, immobilité. Messieurs, on n'y a pas sérieusement pensé. Quand la liberté existe dans un pays, quand elle [illegible] au sein de l'ordre, le progrès est infaillible; il accompagne tous les jours, naturellement, spontanément, par le libre développement des libertés individuelles, sous la protection de l'ordre public.

"Ce n'est peut-être pas, j'en conviens, ce progrès de fantaisie que rêvent ça et là des esprits plus ou moins dirigés plus ou moins chimériques. Non, c'est le progrès que veut réellement le pays, qu'il désire, qu'il cherche; c'est le progrès qui répond à ses besoins réels, à ses tendances naturelles, c'est celui-là qu'il accomplit.

Puis il passe en revue les progrès matériels et les progrès politiques qu'a faits la France. Les plus pressantes, les plus essentiels ont été accomplis. *Bien loin d'en repousser aucun, s'écrie-t-il, la politique conservatrice les désire, les accepte, les veut.*

Elle veut seulement, et c'est un devoir, que ce soient des progrès véritables, sérieux, en harmonie avec les principes essentiels et les besoins généraux de notre société. Et ne croyez pas, messieurs, que les progrès matériels, même les progrès politiques, soient les seuls dont la politique conservatrice se préoccupe. Elle tient aussi, elle tient surtout aux intérêts moraux, à la prospérité morale de la société. Elle veut le progrès de la valeur morale des hommes au moins autant que celui de leur bien-être et leur liberté.

M. Guizot fait observer ensuite que la bonne organisation intérieure d'un pays, sa prospérité intérieure, sa liberté bien dirigée, son gouvernement régulier sont ce qui importe le plus à sa grandeur dans le monde. "Oui, messieurs, quand un pays est ainsi en paix avec lui-même, quand il déploie librement et régulièrement sa force et tout activité au dedans, tenez pour certain qu'il grandit infailliblement au dehors, dans l'estime de ses voisins et dans la balance du monde."

Après la révolution de juillet, l'Europe craignait que la France ne fût point capable de se donner un gouvernement régulier, et qu'elle ne fit de la propagande révolutionnaire; les peuples et les gouvernements étaient en méfiance.

"Nous avons donné à ces deux pronostics un éclatant démenti: en même temps que nous avons fondé un gouvernement libre, nous avons rétabli l'ordre et maintenu la paix. Tenez pour certain que nous avons fait là ce qui importe le plus à la grandeur, à l'influence, à la considération de la France dans le monde.

"Le spectacle que nous donnons aujourd'hui au monde, ce spectacle d'un peuple libre sous un gouvernement régulier, d'un gouvernement constitutionnel fondant, fécondant tous les jours la prospérité et la sécurité d'un grand peuple; ce spectacle est pour notre influence, pour notre considération, pour notre force dans le monde, la base la plus sûre et la source la plus féconde.

"Messieurs, que s'est-il passé ces jours derniers aux environs de Paris? Le roi est sorti, le roi est allé visiter les fortifications qui viennent d'être achevées. Il a été entouré, dans ces visites, de toute une population qui ne l'attendait pas: ouvriers, gens de campagne, qui l'ont partout accompagné de leurs sympathies et de leurs acclamations.

"Le roi de la paix, le roi qui a maintenu la paix en France et en Europe, venant visiter les fortifications de Paris, ce même roi qui a voulu et fondé la paix, venant voir l'accomplissement de cette autre grande œuvre qu'il a aussi voulue et qui fera la sûreté infaillible de la France en Europe (bravos); c'est là ce qui parlait aux cœurs de ces ouvriers, de cette population simple et sensée qui félicitait et applaudissait le roi, et de ce qu'il avait fait pour la sûreté de la France, et de ce qu'il avait fait pour la paix. Le roi, sur ces remparts, entouré de ce peuple, semblait dire à l'Europe, comme Léonidas à Xercès: *Venez les prendre:* mais ce juste orgueil n'avait dans sa pensée rien d'venimi ni de menaçant; car cela même est une œuvre de paix que la politique conservatrice a accomplie sous le sceptre du roi, et d'accord avec lui.

"Messieurs, en présence de tels résultats, fondés sur de tels principes et obtenus par de tels moyens, la politique conservatrice peut se présenter le front levé devant ses amis et à ses adversaires; je ne veux pas dire à mes ennemis; il n'y a pas d'ennemis pour nous au milieu de la France. (Vifs applaudissements.)"

Ce discours que nous regrettons bien vivement de ne pas donner en entier, a produit dans la presse française une profonde sensation. Les journaux ministériels ne font que très peu de commentaires sur cette belle improvisation: "De telles manifestations, en termes si élevés, n'ont pas besoin d'éloges," dit l'*Epoque*. "Nous craindrions, ajoutent les *Débats*, d'en affaiblir l'effet par de longs commentaires. Nous aimons mieux laisser ce noble langage parler à tous les esprits élevés, à tous les cœurs libres. C'est à eux qu'il s'adresse; c'est d'eux surtout qu'il sera compris.....M. Guizot ne fait point l'apologie de son ministère; c'est mieux que cela: c'est l'apologie de nos institutions." Et vraiment, quand on lit les éloquentes paroles du ministre, on est obligé pour cette fois de trouver que les journaux ministériels ont raison.

La *Presse* qui est dans une position plus indépendante et qui se fait traiter en alliée plutôt qu'en très humble servante, la Presse se réjouit hautement de la disposition sérieuse que M. Guizot manifeste, à entrer dans la voie des progrès.

"Nous conserrons de la confiance en lui, dit ce journal, et nous espérons que cette chose de son activité au sein de la prochaine chambre, laquelle, d'ailleurs, ne manquera sans doute pas de l'exciter. Ses rivaux qui ne peuvent se prévaloir de leurs actes en face de lui, ont de plus que lui peut-être un certain enthousiasme, une certaine ferveur juvénile qui plaît par instants à l'opinion, mais ils ont de moins que lui l'intelligence nette et profonde des grands principes de justice et de gouvernement. Intentions pour intentions, nous préférons celles qui sont éclairées à celles qui ne sont que passionnées, et nous comptons plus sur la raison de l'un que sur les instincts des autres."

Les journaux de l'opposition qui ont de bonnes raisons pour cela, n'admirent pas dutout le discours de M. Guizot. C'est à qui le traitera le plus sévèrement.

"Chacun, dit le *Constitutionnel*, cherchera quelque chose dans ces phrases creuses et vides, dans cette amplification retentissante, vrai discours de rhétorique que n'aurait peut-être pas le prix au grand concours. Nous nous faisons une idée de la profonde surprise qui saisira chaque lecteur, et ensuite de l'immense et involontaire éclat de rire qui retentira dans toute la France, quand, après avoir lu cette pièce, on demeurera convaincu que M. Guizot a pu réussir à ne s'expliquer ni sur son passé, ni sur sa politique présente, ni sur ses projets à venir, ni sur aucune des questions qui ont occupé le pays pendant six années et qui l'agitent au moment des élections."

Le *Siècle* est bien plus amer encore; sa critique et son ironie sont sanglantes.

"Quant au discours de M. Guizot, nous n'avons pas à le critiquer, nous l'admirons même beaucoup: c'est un vrai bijou merveilleux tours que jamais charlatan ait exécutés en pleine foire. Ce que devait être le gouvernement de juillet, un gouvernement libre et populaire, fidèle à sa mission, à ses devoirs, et faisant respecter ses droits, M. Guizot le sait mieux que personne: tous ses écrits l'attestent depuis trente ans. Eh bien! c'est ce tableau qu'il trace d'un main complaisante, en le supposant réalisé. Dans ce discours, il n'y a point d'autre artifice, mais on comprend que celui-là suffit. Il séduira peut être quelques dupes, il prouvera une fois de plus aux gens de bon sens que M. Guizot connaît à merveille les conditions auxquelles le gouvernement représentatif aurait pu s'établir en France. S'il avait eu de la droiture, de la fierté et du courage, au lieu d'être un courtisan et un comédien, il aurait pu être un grand ministre."

Et savez-vous qui traite M. Guizot le grand orateur, de mauvais rétoricien? Savez-vous qui appelle M. Guizot, l'homme d'Etat, charlatan? c'est M. Charles Merruau, aggrégé échappé d'une chaire de cinquième pour rédiger, sous le règne de Véron, le *Constitutionnel*; c'est M. de Chambolle, le plus important, mais le plus nul des hommes de la presse. Est-ce que vous connaissez ces noms-là! Après tout, ils font leur metier.

Nous recevons d'un de nos abonnés la communication suivante:

BATON-ROUGE.—ELECTION D'UN SENATEUR.

Grace à la décision coercitive du comité directeur, le Dr. Hereford, locoloco de la plus belle espèce, a été élu hier membre du Sénat, pour remplir la vacance produite par la retraite de Dr. W. B. Scott.

Docteur pour docteur, telle a probablement été l'idée dominante des chefs de file en faisant un pareil choix; car autrement rien ne le justifie. L'un des deux autres candidats (M. Augustin Duplantier) avait donné de nombreuses garanties au parti, qui, tout en déplorant *in petto*, fait semblant d'admirer les actes politiques de James K. Polk; mais cela ne suffisait pas, il fallait quelqu'un dont le radicalisme fut bien éprouvé, et sous ce rapport le nouvel élu ne laisse rien à désirer!!

Il n'en faut toutefois qu'il ait facilement remporté la victoire: sur 658 voix il n'en a obtenu que 239, tandis que M. Stephen Henderson, homme aussi recommandable par ses principes il est whig), que par ses lumières, son patriotisme, n'en a réuni reçu moins de 223. Le surplus des votes, 196, s'est porté sur M. Duplantier.

Un grand nombre des suffrages accordés à celui-ci aurait appartenu à M. Henderson, s'il n'eut mis sur les rangs avant que le dernier moment fut arrivé. La plupart de ses amis avaient donc pris avec un de ses compétiteurs des engagements qu'ils ont cru devoir maintenir. Sans cela il n'est pas douteux que M. Stephen Henderson n'eût été le délégué de cette importante à la première branche de la législature, où sa présence aurait été d'un grand poids.

Cela pourtant comme sont les whigs: pour accomplir religieusement leurs promesses, ils laissent triompher leurs adversaires, qui, eux, ne perdent jamais de vue cette devise:

"Et nul n'aura d'esprit que nous et nos amis."

UN CITOYEN DE MANCHAC.

Chronique Locale.

CONSEIL GENERAL.—Cette assemblée s'est réunie mardi soir et n'a siegé que pendant quelques minutes.

M. Wilder a soumis une résolution ordonnant au secretaire de fournir aux rapporteurs de journaux ce dont ils peuvent avoir besoin pour prendre leurs notes, tels que plumes, encre, papier, etc. M. Holland a prononce contre cette mesure. Elle est mise aux voix, et deux membres seulement votent pour l'adoption, MM. Wilder et Surgi.

Le Conseil passe ensuite une résolution portant qu'un bateau à vapeur sera nolisé pour transporter chez eux les volontaires non acclimatés qui sont actuellement à la Nouvelle-Orleans, et sollicitant d'chaque Municipalité le versement d'une quotité pour mettre ce projet à exécution.

M. Palfrey soumet une ordonnance concernant le poids du pain. Déposée sur le bureau jusqu'à la prochaine seance.

Le Conseil s'ajourne.

COUR DU RECORDER GENOIS.—William Higgins, prevenu d'assaut et batterie, et Joconni Lasitcha, accusé du même délit, ont été envoyes à la 1ère. Cour de District.

Mary Ann Golding, arrêtée sous une inculpation de vol, comparaitra prochainement devant le Recorder.

Ann Putnam, accusée d'avoir mis en circulation un billet de banque contrefait, a été reconnue innocente et mise en liberté.

COUR DU RECORDER BALDWIN.—Daniel McNeil, prévenu de vol, n'est présenté hier devant le recorder de la municipalité et a demandé à être confronté avec son accusateur. Il était, disait-il, de l'autre bord du lac, lorsqu'il lut dans un journal de la Nouvelle Orléans que lui McNeil avait été arrêté et claquemuré pour vol. Doutant de l'exactitude de pareils faits, car il ne sentait parfaitement libre au milieu des pinières, il a cru convenable de se transporter ici afin de tirer la chose à clair. Le Recorder, ayant appelé le plaignant apprend qu'il est absent. Le prévenu a été conséquemment renvoyé de la plainte.

Michael McCarthy, accusé de vol, a été relaxé après l'audition des témoins.

George Zecher, C. A. Bruckmyn, Gaspard Krons et Charles Bruce, arrêtés pour avoir menacé les jours du capitaine Digrscher, selon les termes de l'affidavit, ont été relaxés faute de preuves.

Patrick Mullen a été arrêté hier par la police de la 2e. municipalité pour avoir blessé la tête, à l'aide d'un instrument tranchant, le nommés James Stamboro. Il comparaitra bientôt devant le recorder Baldwin.

☞ Le paquebot à vapeur *Hibernia*, parti de Boston le 16, est venu, quelques heures après son départ, heurter, au milieu d'un brouillard fort épais, la goëlette *Maine*, de Cohasset et l'a coulé immédiatement. Sur onze personnes qui se trouvaient à bord, six seulement ont pu être sauvées, et ont été déposées à Halifax, par l'Hibernia.

☞ On lit dans les journaux de New-York:

UN HORRIBLE MYSTERE.—Un homme, nommé Auguste Schmidt, qui demeure au coin de Perry et de Chatham streets, est venu faire la deposition suivante: "Il y a environ quatre mois, il fut appelé par le nommé Chrétien Ahrens et sa femme, demeurant dans l'avenue D, près de la rue. Ceux-ci le conduisirent dans leur cave, où il vit le corps d'une femme d'environ cinquante ans dans une caisse, ou une auge, pleine d'eau de chaux. Le cadavre était celui d'une grande femme. On lui avait arraché les yeux et mutilé le visage, sans doute pour la rendre méconnaissable. Ahrens demanda alors à Schmidt s'il voulait, moyennant un dollar par jour, enlever toute la chair de ce corps. Schmidt y consentit et acheva sort horrible tâche en deux jours; puis, par une nuit pluvieuse, ils portèrent ces affreux lambeaux dans la rue. Il y avait à ce moment, dit la deposition, plusieurs porceaux errant dans la rue..... Le lendemain, toutes les chairs avaient disparu." Si le récit de Schmidt est fait dans les termes où on nous le donne, cet homme est digne de figurer au nombre de ces monstres exceptionnels dont on cite la froide et stupide férocité. Bref, au lieu des deux dollars qu'il avait si affreusement gagnés, Schmidt ne reçut que six shillings, et après avoir attendu quatre mois, fatigué de n'être pas payé, il a tout révélé. Ce dernier trait est à la hauteur du reste.

Malgré la précision des détails, nous espérons pour l'honneur du peuple américain, que ce récit n'est que la monstrueuse réverie d'une imagination malade.

LES Boussignés offrent à vendre en débarquement des navires Ascona et Chateaubriand, venant du Havre, savoir:

Quibrelles, grands nouveauté,
Parapluies, soie noir, 24 à 26 pouces.
Corsets assortis. Toilettes noires et blanches.
Dentelles noires et blanches. Caleçons pour bains.
Soieries noires pour robes. Barège noire do.
Chaussettes fil de lin pour hommes.
Do. coton blanc et bleu pour hommes et enfants.
Rouenaries fil blanc de Cholet. Do batiste.
Bretelles coton blanc grossesse.
Do. gomme élastique, nouveau genre.
Anneaux à rideaux. Blondes, dentelles pour coiffures.
Savons d'amandes amères. Do. fins assortis et en boites.
Essences, potamades, crème de Perse, Eau-de-Cologne,
Mousseline laine noires.
Toujours un magasin bien voisin de l'hôtel de ville.
Mouchoirs fil batiste, de mariage, un grand assortiment d'articles de mêmes.
Manuel démontre par les soussignés, J. V. Reynal,
3 août 1 an 30, rue Royale.

$50 DE RÉCOMPENSE.

PARTI marron de la demeure du soussigné, mardi, 25 du courant, le nègre HENRY, alias Brown, âgé d'environ 21 ans, taille de 5 pieds et quelques pouces, taint foncé, dents blanches, visage rond et peu de barbe. Henry est bien fait; une de ses dents de devant (mâchoire supérieure) est cassée; il grasseye.—On suppose qu'il a été volé et emmené hors de la ville.

La récompense ci-dessus sera donnée à la personne qui le livrera à son maître. DESMARES.

3 sept.—16t. Vieux-Bassin, entre St. Pierre et Toulouse.

HUILE D'OLIVE—100 paniers, à vendre par
19 août Enciognure Magasins et Lafayette

EPICES moulues—20 caisses, à vendre par
19 août J. W STANTON & Co,
Enciognure Magasins et Lafayette

INDIGO de Manille, à vendre par
19 août J. W STANTON & Co,
Enciognure Magasins et Lafayette

BEURRE GOSHEN—20 frequin, première qualité, à vendre par J. W STANTON & Co,
19 août Enciognure Magasins et Lafayette

CLOUS—100 barriques [illegible] à vendre par J. W STANTON & Co,
19 août Enciognure Magasins et Lafayette

[illegible] 19 août J. W STANTON & Co,
Enciognure Magasins et Lafayette

FEUILLETON.

MEMOIRES D'UN MEDECIN.

PAR ALEXANDRE DUMAS.

PREMIERE PARTIE.

LE ROI S'AMUSE.

Le roi, charmé de son coup d'autorité qui punissait la curieuse de l'avoir fait attendre, en même temps qu'il le délivrait des ennuis de la présentation, marcha vers la porte du salon.

Chon rentrait.

—Eh bien! voyez-vous mon service?

—Non, Sire, il n'y a personne à Votre Majesté dans les antichambres.

Le roi s'avança jusqu'à la porte à son tour.

—Mon service! cria-t-il.

Personne ne répondit: on eût dit que le château muet n'avait pas même d'écho.

—Qui diable croirait, dit le roi en rentrant dans la chambre, que je suis le petit fils de celui qui a dit *J'ai failli attendre!*

Et il alla vers la fenêtre qu'il ouvrit.

Mais l'esplanade était vide comme les antichambres: ni chevaux, ni piqueurs, ni gardes. La nuit seulement s'offrait aux yeux et à l'ame dans tout son calme et dans toute sa majesté, éclairée par une adorable lune, qui montrait tremblante comme des vagues agitées la cime des arbres des bois de Chatou, et arrachait des millions de paillettes lumineuses à la Seine, serpent gigantesque et paresseux, dont on pouvait suivre les replis depuis Bougival jusqu'à Maisons, c'est à dire pendant quatre ou cinq lieues de tours et de détours.

Puis, au milieu de tout cela, un rossignol improvisait un de ces chants incroyables comme on n'en entend que pendant la nuit de mai, comme si ses notes joyeuses ne pouvaient trouver une nature digne d'elle que pendant ces premières journées de printemps que l'on sent fuir à peine venues.

Toute cette harmonie fut perdue pour Louis XV qui peu rêveur, peu poète, peu artiste, mais très matériel.

—Voyons, comtesse, dit-il avec dépit, commandez, je vous en supplie. Que diable, il faut que cette plaisanterie ait une fin.

—Sire, répondit la comtesse, avec cette charmante bouderie qui lui réussissait presque toujours, ce n'est pas moi qui commande ici.

—En tout cas ce n'est pas moi non plus, dit Louis XV; car voyez un peu comme on m'obéit.

—Ce n'est pas plus vous que moi, sire.

—Qui donc alors, est-ce vous, Chon?

—Moi, lui dit la jeune femme, animée de l'autorité de la chambrière sur un maître qui dit faire pendant avec la comtesse, j'ai bien de la peine à obéir, ce n'est pas pour prendre celle de commander.

—Mais qui donc est le maître alors?

—Dam, sire, monsieur le gouverneur.

—Monsieur Zamore.

—Oui.

—C'est juste, qu'on sonne quelqu'un.

La comtesse, avec un geste d'adorable nonchalance, étendit le bras vers un cordon de soie termine par un gland de perles et sonna.

—Un valet de pied, à qui la façon était, selon toute probabilité, faite d'avance, se trouvait dans l'antichambre et parut.

—Le gouverneur, dit le roi.

Le gouverneur, répondit respectueusement le valet, veille sur les jours précieux de Votre Majesté.

—Oui-est-il?

—En ronde.

—En ronde, répéta le roi.

—Avec quatre officiers, répondit le valet.

—Juste comme M. de Marlborough, s'écria la comtesse.

Le roi ne put réprimer un sourire.

—Oui, c'est drôle, dit-il, mais cela n'empêche pas que non autrle.

—Sire, M. le gouverneur a fait fermer les écuries de peur qu'elles ne donnassent refuge à quelque malfaiteur.

—Mes piqueurs, où sont-ils?

—Aux communs, sire.

—Que font-ils?

—Ils dorment.

—Comment! ils dorment?

—Par ordre.

—Par ordre de qui?

—Par ordre du gouverneur.

—Mais les portes, dit le roi?

—Quelles portes, sire?

—Les portes du château.

—Elles sont fermées.

—Très bien. Mais on peut s'en procurer les clés.

—Sire, les clés sont à la ceinture du gouverneur.

—Voila un château bien tenu, dit le roi. Peste quel ordre!

Le valet de pied sortit, voyant que le roi ne lui adressait pas de nouvelles questions.

La comtesse, étendue sur un fauteuil, mordillait une belle rose près de laquelle ses lèvres semblaient de corail.

—Voyons, sire, dit-elle avec ce sourire languissant qui n'appartenait qu'à elle, j'ai pitié de Votre Majesté prenez mon bras, et mettons-nous en quête. Chon éclaire le chemin.

Chon sortit la première, faisant l'avant-garde, et prête à signaler les périls s'il en présentait.

Au detour du premier corridor, un parfum qui eut éveillé l'appetit du gourmet le plus délicat chatouilla les narines du roi.

—Ah! ah! dit-il en s'arrêtant, qu'est-ce donc que cette odeur, comtesse?

—Dam! sire, c'est celle du souper. Je croyais que le roi me faisait l'honneur de souper à Luciennes, et j'en avais arrangé en conséquence.

Louis XV respira deux ou trois fois le parfum gastronomique, tout en marchant, se parl lui, que son estomac lui donnait deja, depuis quelque temps, agréable d'existence; qu'il lui faudrait, en faisant grand bruit, une demi-heure pour revenir les piqueurs, un quart d'heure pour atteler les chevaux, dix minutes pour aller à Marly, qu'a Marly, on n'attendait pas attendu, il ne trouverait qu'un ex-roi, il remira encore le laquet bouteur, et, confondant la comtesse, il s'arrêta devant la porte de la salle à manger.

Deux couverts etaient mis sur une table splendidement éclairée et somptueusement servie.

Peste! dit Louis XV, vous avez un bon cuisinier, comtesse.

—Sire, c'était justement son coup d'essai aujourd'hui, et le pauvre diable avait fait merveille pour mériter l'approbation de Votre Majesté. Il est capable de se couper la gorge comme ce pauvre Vatel.

—Vraiment! vous croyez? dit Louis XV.

—Il y avait, surtout une omelette aux œufs de faisans, sire, sur laquelle il comptait.....

—Une omelette aux œufs de faisans! Justement je les adore les omelettes aux œufs de faisans.

—Voyez quel malheur.

—Eh bien, comtesse, ne faisons pas de chagrin à votre cuisinier, ajouta-t-il en riant, et peut-être malgré que nous soupérons, mattre Zamore rentrera-t-il de sa ronde.

—Ah! sire, c'était une triomphante idée, dit la comtesse, ne pouvant cacher sa satisfaction d'avoir gagné cette première manche. Venez, sire, venez.

—Mais qui nous servira? dit le roi, cherchant inutilement un seul laquais.

—Ah! sire, dit Mme Dubarry, votre café vous semble-t-il plus mauvais quand c'est moi qui vous le présente?

—Non, comtesse, et je dirai même quand c'est vous qui le faites.

—Eh bien! venez donc, sire.

—Deux couverts seulement! dit le roi. Et Chon, elle a donc soupé?

—Chon, sire, on n'aurait pas osé sans un ordre exprès de Votre Majesté.

—Allons donc, dit le roi, en prenant lui-même une assiette et un couvert sur une étagère. Vieux, petite Chon, là, en face de nous.

—Oh! sire.... dit Chon.

—Oh! oui, bas la très humble et très obeissante sujette, hypocrite! Mettez-vous là, comtesse, près de moi, de coté. Quel charmant profil vous avez!

—C'est d'aujourd'hui que vous remarquez cela, monsieur la France!

—Quand vous voux, j'ai pris l'habitude de vous regarder en face, comtesse. Décidément, votre cuisinier est un grand cordon, quelle bisque!

—J'ai donc eu raison de renvoyer l'autre!

—Parfaitement raison.

—Alors, sire, suivez mon exemple, vous voyez qu'il y a qu'à y gagner.

—Je ne vous comprends pas.

—J'ai renvoyé mon Chouseul, renvoyez le vôtre.

—Pas de politique, comtesse; donnez-moi de ce Madère.

Le roi tendit son verre; la comtesse prit une carafe à goulot étroit, et servit le roi.

La pression fit blanchir les doigts et rougir les ongles du gracieux échanson.

—Versez longtemps et doucement, comtesse, dit le roi.

—Pour ne pas troubler la liqueur, sire?

—Non, pour me donner le temps de voir votre main.

—Ah! décidément, sire, dit la comtesse en riant, Votre Majesté est en train de faire des découvertes.

—Ma foi! oui, dit le roi, qui reprenait peu à peu sa belle humeur; et je crois que je suis tout prêt de découvrir....

—Un monde? demanda la comtesse.

—Non! non, dit le roi; un monde, c'est trop ambitieux, et j'ai déjà bien assez d'un royaume. Mais une île, un petit coin de terre, une montagne enchantée, un palais dont une belle dame de mes amies serve l'Armide, et dont toutes sortes de monstres défendront l'entrée quand il me plaira d'oublier.

—Sire, dit la comtesse en présentant une carafe de vin de Champagne glacé, invention toute à fait nouvelle de cette époque, au roi, voici justement une eau passée au fleuve Lethé.

—Au fleuve Lethé, comtesse; en êtes vous sûre.

—Oui, sire; c'est le pauvre Jean qui l'a rapporté des enfers, où il vient de descendre aux trois quarts.

—Comtesse, dit le roi en levant son verre; à son heureuse résurrection, mais pas de politique, je vous prie.

—Alors, je ne sais plus de quoi parler, sire; et si Votre Majesté voulait raconter une histoire, elle qui raconte si bien....

—Non, mais je vais vous dire des vers.

—Des vers! s'écria Mme Dubarry.

—Oui, des vers.... Qu'y a-t-il d'étonnant à cela?

—Votre Majesté les déteste?

—Parbleu! sur cent mille qui se fabriquent, il y en a quatre-vingt dix mille contre moi.

—Et ceux que Votre Majesté va me dire, appartiennent aux dix mille qui ne peuvent lui faire trouver grâce pour les quatre-vingt-dix mille autres?

—Non, comtesse, ceux que je vais vous dire vous sont adressés.

—A moi?

—A vous.

—Et par qui?

—Par M. de Voltaire.

—Et il charge Votre Majesté....

—Pas du tout, il les adressait directement à Votre Altesse.

—Comme cela, sans lettre?

—Au contraire, dans une lettre toute charmante.

—Ah! je comprends: Votre Majesté a travaillé ce matin avec son directeur des postes.

—Justement.

—Lisez, lisez, lisez les vers de M. de Voltaire.

Louis XV déplia un petit papier et lut:

Déesse